

Monsieur le Président,

Je suis originaire des Antilles. De la Guadeloupe plus précisément. Depuis plusieurs années maintenant j'ai découvert avec beaucoup d'intérêt et d'émotions quelques fois, l'histoire de ces départements d'Outre-mer. Et plus particulièrement l'histoire des personnes qui ont été déportées d'Afrique et qui ont été mis en esclavage sur ces terres. J'ai découvert des choses qui ne m'ont pas été enseigné à l'école grâce à l'association le CM98 qui est une véritable référence en termes de Mémoire.

Grace a cette association j'ai pu, entre autres, faire mon arbre généalogique, retrouver plusieurs de mes aïeux qui étaient de condition servile et établir un lien de filiation directe avec eux. C'est grâce a l'un de ces aïeux que je porte le nom de famille que je porte actuellement.

Grâce a cette association j'ai pu m'enrichir intellectuellement certes mais je dirai anthropologiquement. De ce fait je suis devenue une gardienne de la mémoire. Gardienne de la mémoire de toute ces personnes qui pendant plusieurs siècles n'ont pas été considérés comme des êtres humains.

Je me faisais donc une joie de voir la construction du mémorial des Tuileries. Puis j'ai récemment appris que le Ministère de la Culture refuse que des noms d'esclaves figurent sur le futur monument. J'ai été très surprise d'une telle réaction.

Moi, je reste persuadée que ce mémorial verra le jour, Monsieur Le Président, car vous vous étiez engagé à soutenir ce projet dans votre allocution du 27 avril 2018.

Les enjeux sont très grands et pas seulement pour les descendants d'esclaves mais pour la République tout entière.

Je vous demande de permettre le déblocage de la situation afin que le déroulement normal du projet suive son cours jusqu'à la finalisation du mémorial comme cela était prévu.

Merci par avance de l'attention que vous porterez à mon courrier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes salutations les plus respectueuses.
Corinne Labyllé